

L'INFRACTION D'ORGANISATION CRIMINELLE EN EUROPE

(Allemagne – Espagne – France – Italie – Union Européenne)

Sous la coordination de Stephano MANACORDA



Association de recherches pénales européennes

Programme Falcone 1998 de l'Union Européenne

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

6 avenue Reille 75685 Paris

2002

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS.....	1
-------------------	---

ALLEMAGNE

Klaus VOLK

LA RIPOSTE PÉNALE CONTRE LES ORGANISATIONS CRIMINELLES EN DROIT ALLEMAND

1/ Remarques sur le droit pénal.....	7
2/ Structure du rapport.....	16

Première partie : Les délits de formation d'associations criminelles et terroristes (§§ 129 et 129 a StGB)..... 18

1/ Le cadre juridique.....	18
2/ Historique.....	19
3/ Le bien juridique protégé.....	22
4/ La structure des infractions.....	22
5/ L'élément matériel de l'infraction.....	24
6/ L'élément moral de l'infraction.....	32
7/ L'auteur et le participant.....	33
8/ La tentative, le désistement, le principe de la Kronzeugen-Regelung....	35

Deuxième partie : Les délits particuliers commis par une bande 38

1/ Le cadre juridique.....	38
2/ Historique.....	38
3/ Le bien juridique protégé.....	39
4/ La structure des infractions.....	40
5/ L'élément matériel.....	40
6/ Les conditions subjectives.....	42
7/ L'auteur et le participant.....	42
8/ La tentative, le désistement, le principe de la Kronzeugen-Regelung....	43

Troisième partie : les sanctions, applicabilité internationale et délits particuliers 45

1/ Les sanctions.....	45
2/ L'applicabilité internationale.....	49
3/ Autres infractions particulières faisant référence à la criminalité organisée.....	50

BIBLIOGRAPHIE	53
ABRÉVIATIONS	56

ESPAGNE

Jesús-Maria SILVA SÁNCHEZ

LA RIPOSTE PÉNALE CONTRE LES ORGANISATIONS CRIMINELLES EN DROIT ESPAGNOL

Introduction	59
Première partie : l'associación ilícita	61
1/ Le délit d'associación ilícita en tant qu'infraction de base	61
2/ Analyse historique, évolution législative et contexte de mise en œuvre	61
3/ Intérêt protégé (bien juridique) et nature juridique (technique d'incrimination)	63
4/ L'élément matériel (approche objective).....	65
5/ L'élément psychologique (approche subjective).....	67
6/ Formes de participation	67
7/ Tentative, désistement et repentir.....	69
8/ Sanctions applicables aux personnes physiques et aux personnes morales.....	70
9/ L'associación ilícita CodePénal espagnol et L'« organisation délictueuse » de l'Action Commune de l'Union européenne relative à l'incrimination de la participation à une organisation criminelle.....	71
Deuxième partie : Autres incriminations et circonstances aggravantes faisant référence aux organisations criminelles	73
1/ Organisations terroristes.....	73
2/ Organisations criminelles dans le domaine du délit de trafic de drogues	79
3/ Les instruments de lutte contre la criminalité organisée dans le domaine du délit de contrebande.....	85
4/ Organisations criminelles dans le domaine des délits contre le Trésor Public et la Sécurité Sociale.....	86
5/ Organisations criminelles dans le domaine du délit d'utilisation et de pornographie à l'égard de mineurs ou incapables.....	91
Troisième partie : Les spécificités de la réponse pénale espagnole au phénomène de l'organisation criminelle	92
1/ Le délit de blanchiment de capitaux.....	92
2/ Les instruments pour combattre la criminalité organisée dans le domaine des délits contre l'Administration Publique	96

3/ La figure de la conspiration et ses potentialités dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée	98
4/ La confiscation comme instrument de lutte contre la criminalité organisée.....	100
5/ Les conséquences accessoires pour les personnes morales et « l'administrateur de fait »	102
NORMES DE RÉFÉRENCES	105
BIBLIOGRAPHIE.....	107

FRANCE

Geneviève GIUDICELLI-DELAGE

LA RIPOSTE PÉNALE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE EN DROIT FRANÇAIS

Introduction	111
Première partie : l'association de malfaiteurs	113
1/ Présentation des normes de référence	113
2/ Analyse historique.....	114
3/ Intérêts protégés	124
4/ nature juridique	126
5/ Élément matériel (ou objectif).....	130
6/ Élément psychologique (ou subjectif).....	140
7/ Formes de participation	144
8/ et 8bis / Tentative et repentir.....	148
9/ Sanctions des personnes physiques	154
10/ Application territoriale et extraterritoriale de la loi française	160
Deuxième partie : La bande organisée	165
1/ Normes de référence.....	165
2/ Analyse historique.....	166
3/ Intérêts protégés	167
4/ Nature juridique.....	167
5/ Élément matériel	168
6/ Élément psychologique	170
7/ Formes de participation	170
9/ Sanctions des personnes physiques	173
Troisième partie : Spécificités	174
1/ Douanes et relations financières avec l'étranger.....	174
2/ Personnes morales.....	177

Conclusion	180
NORMES DE RÉFÉRENCES – CODE PÉNAL	182
ABRÉVIATIONS	190

ITALIE

Andrea R. CASTALDO

LA RIPOSTE PÉNALE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE EN DROIT ITALIEN

Introduction ; Criminalité organisée et délits d'association :

Les termes du problème	191
1/ Organisation sociale et délinquance associative.....	192
2/ les implications procédurales de la lutte contre la criminalité organisée.....	193
3/ les origines du concept de criminalité organisée.....	193
4/ le système normatif et la « politique d'urgence ».....	194

Première partie : les délits d'Associazione a delinquere et d'Associazione mafiosa, infractions de base **196** |

1/ L'Associazione a delinquere (article 416 CP).....	196
2/ L'Associazione mafiosa (article 416bis CP).....	202

Deuxième partie : Autres incriminations faisant référence aux organisations criminelles..... **211** |

1/ L'échange électoral politico-mafieux (article 416ter CP).....	211
2/ Associations subversives (article 270 CP).....	212
3/ Associations ayant pour fin le terrorisme et la subversion de l'ordre démocratique (article 270bis CP).....	216
4/ l'association ayant pour but le trafic de stupéfiants (article 74 du Décret du Président de la République du 9 octobre 1990, n° 309).....	218

Conclusion : La criminalité organisée et la politique criminelle à venir..... **224** |

BIBLIOGRAPHIE..... **226** |

UNION EUROPÉENNE

Stefano MANACORDA

LA RIPOSTE PÉNALE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE
DANS LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Introduction : La définition problématique de l'organisation criminelle dans le droit de l'Union Européenne	231
1/ Criminalité organisée et délits d'associations : anciens et nouveaux problèmes terminologiques	231
2/ Fondement et ratio d'une intervention européenne en matière de criminalité organisée	237
Première partie : La stratégie de l'Union Européenne contre les organisations criminelles.....	241
1/ Présentation des normes de référence	241
2/ Aperçus historiques : l'évolution législative en matière de criminalité organisée.....	247
Deuxième partie : l'incrimination-type de l'organisation criminelle.....	265
1/ Fonction de la norme d'incrimination-type.....	265
2/ L'élément matériel	276
3/ Formes de participation	282
4/ l'élément moral	289
5/ Les collaborateurs de justice dans la réglementation européenne.....	290
6/ Sanctions et mesures préventives dans la réglementation européenne...	293
7/ l'application extra-territoriale de la norme d'incrimination-type.....	298
Conclusion : Mise en œuvre de l'action commune en droit interne (articles 6 et 7 de l'action commune)	300
NORMES DE RÉFÉRENCES	304
BIBLIOGRAPHIE.....	308
ABRÉVIATIONS	320
TABLE DES MATIÈRES.....	323